

M 6189 - 1057 - 8,00 F



LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 057 - 3 septembre 1988 - prix : 8 F

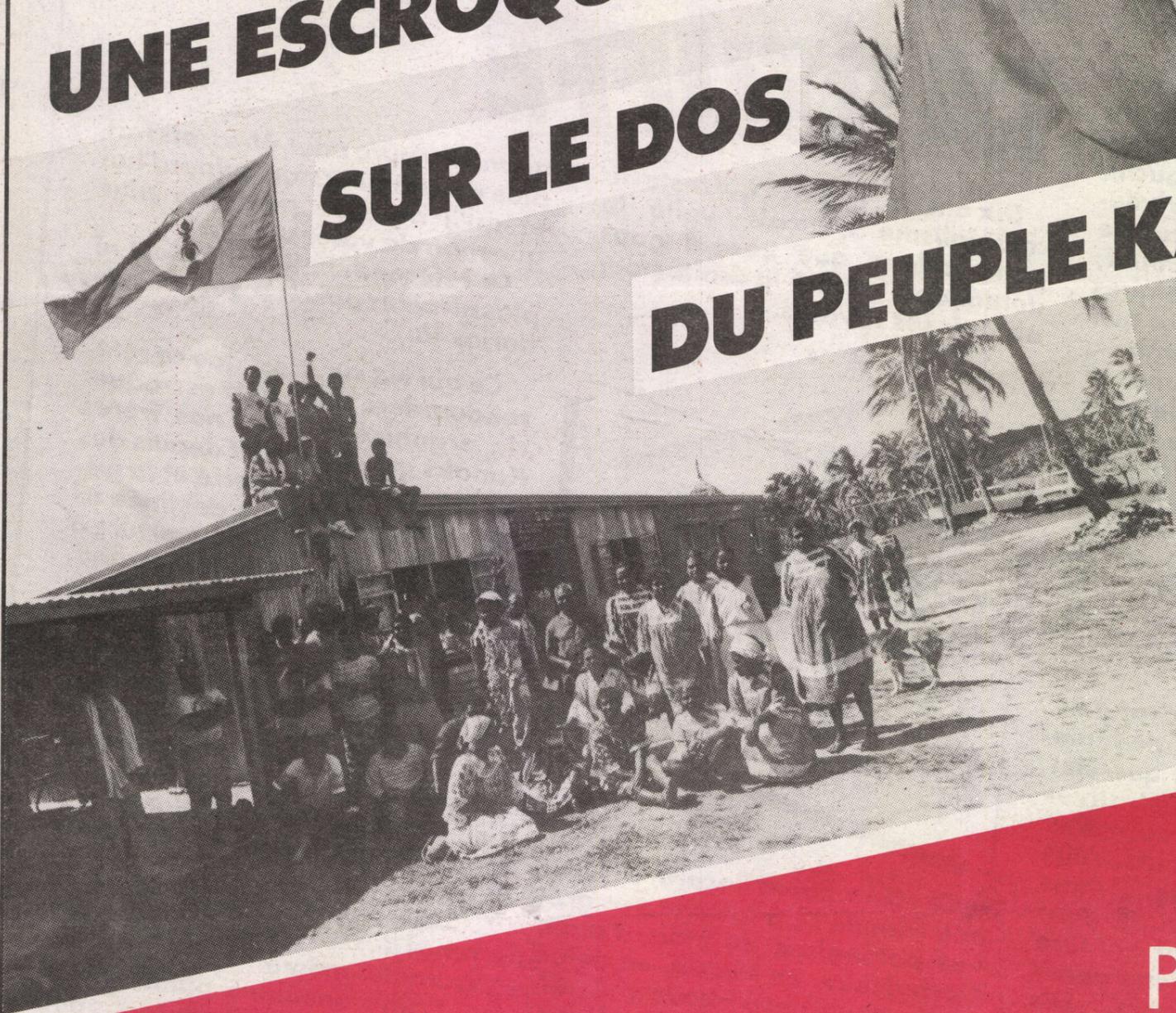
REFERENDUM

**SUR LA
NOUVELLE-CALÉDONIE**

UNE ESCROQUERIE

SUR LE DOS

DU PEUPLE KANAK



POLOGNE :

**WALESA FAIT REPRENDRE LE TRAVAIL
LÀ OÙ JARUZELSKI N'A PAS RÉUSSI**

Rocard nous a donc annoncé, qu'avec l'accord de Mitterrand, il convie tous les Français, de métropole et d'outre-mer, à un référendum sur la Nouvelle-Calédonie, le 6 novembre prochain.

Il en est tout gonflé de fierté et de trémolos dans la voix, le petit Rocard. Pour un peu, il se verrait devenir le grand homme de la droite française, lui le socialiste qui a réussi à circonvenir Tjibaou, le leader indépendantiste kanak, à le convaincre de serrer la main de Lafleur, le cacique de la droite colonialiste de Nouméa.

Il faut dire que Tjibaou représente le peuple kanak et ses intérêts, un peu comme nos dirigeants réformistes représentent ici les travailleurs : il tient plus à se faire reconnaître comme le représentant privilégié de son peuple auprès du gouvernement français qu'à faire véritablement reconnaître les droits de ceux au nom desquels il parle.

Toujours est-il que le compromis passé cet été entre la droite colonialiste calédonienne et les chefs indépendantistes ne touche en rien à la fortune et aux privilèges de tous ces Blancs venus de France s'enrichir dans l'archipel ; et s'il est question de quelques pauvres mesures visant à ce que Rocard appelle avec aplomb "la promotion mélanésienne" comme la création de quelques milliers de TUC et l'ouverture de trois dizaines de postes dans la police et la gendarmerie locale aux jeunes Kanaks, l'accord passé entre le RPCR de Lafleur, le FLNKS de Tjibaou et le gouvernement français ne rendra pas au peuple kanak ce dont l'impérialisme français l'a spolié pendant 150 ans.

Selon ce compromis, le statut de l'archipel de Nouvelle-Calédonie ne sera guère différent que son statut actuel : administrativement, pendant encore au moins dix ans, il sera toujours sous dépendance française, mais découpé en trois provinces, dont la plus riche, celle qui entoure Nouméa, continuera d'être administrée par les Blancs. Les Kanaks, eux, auront le droit, qu'ils avaient déjà plus ou moins d'ailleurs, d'administrer leur propre misère, dans les deux autres provinces.

Sur quoi donc ce fameux référendum de novembre doit-il solliciter notre avis ? On nous demandera d'abord d'entériner le com-

promis passé entre Tjibaou et Lafleur sous la houlette de Rocard. Les Kanaks n'en demandaient sans doute pas tant ! Mais surtout, nous seront conviés à autoriser les Kanaks à décider de leur sort dans un scrutin dit "d'auto-détermination"... dans dix ans (quand, une fois de plus, ils risquent de se retrouver minoritaires dans les urnes !).

l'issue des grèves de Chausson, de la SNECMA, des Chantiers de St-Nazaire, de Michelin, de la mine de Gardane, etc., on avait convié le reste des Français, y compris les commerçants, industriels et spéculateurs en bourse, à autoriser le monde du travail à voter l'interdiction des licenciements et une augmentation générale des salaires, dans dix ans...

LE RÉFÉRENDUM DU TARTUFFE

Dix ans de répit à ce qui reste du colonialisme français, voilà le petit cadeau que Rocard nous demande d'offrir à la droite pour obtenir ses faveurs.

★ ★ ★

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

Ce référendum Rocard, c'est un peu comme si, à la suite des grèves polonaises du mois d'août, Gorbatchev, en Russie, en veine de transparence comme il dit, conviait les Russes à un référendum pour autoriser... les Polonais à décider, dans dix ans, la reconnaissance du syndicat Solidarité, par voix électorale, sous protection de l'armée russe sur place ou à distance, en restant d'ici-là sous la botte de Jaruzelski.

Ce référendum Rocard, ici-même, c'est un peu comme si, à

quand il y aura peut-être trois fois plus de chômeurs qu'aujourd'hui et qu'il ne sera peut-être plus question de voter du tout !

Le référendum Rocard n'est ni plus ni moins absurde que ces scénarios-là.

Ce qui est sûr, c'est que ce référendum sera une vaste escroquerie organisée contre nos frères Kanaks qui se battent depuis des années pour leur liberté et la justice, une escroquerie destinée ici à faciliter les vœux d'ouverture à droite de Rocard et de Mitterrand.

★ ★ ★

Nous, travailleurs de France, perdrons de notre dignité de prolétaires à participer à l'escroquerie à laquelle Rocard nous convie contre les exploités et les opprimés de Nouvelle-Calédonie. Laissons Rocard à ses combines.

Laissons-le récolter l'indifférence des travailleurs, comme il le craint lui-même.

Préparons-nous plutôt à contraindre les Tartuffe qui nous gouvernent à répondre à nos questions à nous, aux cours des luttes que nous engagerons inévitablement. Ce sera aussi le meilleur moyen d'offrir de véritables perspectives aux prolétaires kanaks qui luttent pour leur émancipation.

ACCORD PARFAIT



SUR LE DOS

DU PEUPLE KANAK

Mais là ne s'arrêtera pas le «vaste» programme de promotion et de formation offert par Rocard aux Kanaks. Il a demandé aux maires du territoire de Nouvelle-Calédonie «de faire en sorte que, d'ici à Noël, quatre mille jeunes soient mis au travail en tant que jeunes stagiaires pour le développement, dans le cadre de travaux d'utilité publique». La «promotion mélanésienne»... par les TUC ! Il est vrai que le plan Rocard prévoit aussi de faire accéder dans les dix ans à venir (pas d'ici Noël, d'ici dix ans !) 400 cadres, «principalement mélanésiens», à des responsabilités dans les secteurs de l'économie, de l'administration, de

Pour faire patienter dix ans de plus au moins les chefs indépendantistes, et faire admettre la consécration de la division de l'archipel en une partie riche réservée aux Caldoches, et une partie pauvre où quelques postes d'administration seront réservés à des notables kanaks, Rocard n'a pas hésité à invectiver la population kanake en ces termes : «Vous voulez partager, c'est légitime. Vous voulez partager le travail ? Vous avez raison. Vous voulez partager les fruits du travail ? C'est juste. Mais pour cela il faut d'abord vous mettre au travail»... Comme si ce n'était pas déjà, depuis la conquête coloniale, le pillage des fruits du travail de la population kanake qui avait fait la fortune des Caldoches. Mais c'est bien connu, il en est pour les Kanaks comme pour les prolétaires de la terre entière : leur pauvreté ne peut se justifier que par leur «paresse» aux yeux des pilleurs de la bourgeoisie qui ont, eux, le «courage» de les spolier et de les exploiter.

la communication et des services. Les TUC pour les milliers de jeunes Kanaks, quelques centaines de postes administratifs pour domestiquer l'élite mélanésienne.

QUELLES CONCESSIONS AU PEUPLE KANAK ?

Rocard a promis aux Kanaks de nouveaux manuels scolaires en langue vernaculaire, «pour mieux traduire l'histoire, la géographie, l'environnement de la Nouvelle-Calédonie». Il a annoncé que Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la Condition humaine, viendrait prochainement en Nouvelle-Calédonie pour «établir un diagnostic sanitaire des populations, assurer une formation rapide des auxiliaires médicaux et procéder à une action de premiers soins d'urgence» ; autrement dit, tout juste un peu d'assistance, ce qui en dit long sur la situation actuelle de la population kanake. Malgré ses grandes phrases, Rocard n'a pas été jusqu'à demander aux Caldoches de «partager», non pas leurs «auxiliaires médicaux rapidement formés», mais leurs médecins ; non pas de simples antennes de soins d'urgence, mais leurs hôpitaux et leurs cliniques privées !

En tout, Rocard a annoncé un premier train de 35 mesures pour la «promotion mélanésienne». C'est ainsi qu'il a demandé un recensement des étudiants mélanésiens pouvant accéder aux professions judiciaires, en vue de leur donner une formation, là encore accélérée. Mais d'ici à ce qu'il les fasse admettre par les magistrats blancs locaux, eux qui boudent son plan et laissent entendre qu'ils feront tout leur possible pour saboter l'amnistie des Kanaks emprisonnés, c'est encore un autre problème.

PROMOTION MÉLANÉSIENNE ?

De la «kanakisation» de la justice à celle de la police, Rocard fait preuve de la même «hardiesse», en promettant avant la fin de l'année... dix postes dans la police qui seront proposés à des jeunes Mélanésiens ainsi que trente emplois de gendarmes du «cadre Outremer» ! Les Kanaks seront bien avancés, eux dont le territoire est quadrillé depuis des années par des milliers de militaires (un pour 5 Mélanésiens) dépêchés tout exprès de la métropole ! Et ce fameux compromis imposé aux Kanaks sous la houlette de Rocard, et surtout sous celle des escadrons de gendarmerie métropolitains toujours présents sur place, se garde bien de dire un seul mot sur un retrait éventuel des forces militaires françaises qui protègent là-bas les intérêts des colons. Il s'agit si peu d'envisager la fin de l'occupation militaire française, que Rocard, par avance, a quasiment menacé de représailles tout auteur de «provocation» contre les accords, menace qui vise avant tout les actes de révolte éventuels des Kanaks.

★ ★ ★

Quant aux pouvoirs dont pourront disposer les conseils dans lesquels les notables du FLNKS auront la majorité, ils ne seront ni plus ni moins effectifs que ceux des municipalités ou des conseils régionaux en France. La partie la plus riche de l'archipel, Nouméa, échappera à leur juridiction. Et même si l'Etat français augmente ses subventions aux régions à majorité kanake, il continuera comme par le passé à augmenter dans des proportions bien plus grandes celles qui iront à la partie la plus riche, c'est-à-dire aux Blancs, étant entendu que ces cadeaux seront pris comme avant sur le dos des contribuables de la métropole. Et les Kanaks, face à la misère qui règne dans la partie qui doit passer sous administration des notables de leur communauté, n'auront pas plus qu'avant d'autre choix, pour sortir de leur situation, que d'essayer de s'embaucher à Nouméa. De fait, l'accord de Nouméa consacrerait encore un peu plus la situation de «quasi-bantoustan» faite aux régions à majorité mélanésienne.

★ ★ ★

Mais voilà, cet accord promet dix ans de répit aux colonialistes. Et tous ceux qui espèrent encore faire de l'argent là-bas, avec la spéculation sur les terrains, avec le tourisme et avec le commerce, et pourquoi pas avec le nickel à nouveau si son prix continue de remonter, ne demandent qu'à en profiter. Pour cela, même le consentement moral de Tjibaou est cher à leur cœur... et à leur portefeuille.

Voilà pourtant ce qu'on nous présente, à nous, comme un accord «de gauche», qu'on souhaiterait nous voir plébisciter.

★ ★ ★

Louis GUILBERT

Rocard a annoncé qu'il veillerait au «pluralisme de l'information» sur le territoire, et a annoncé qu'une dizaine de Mélanésiens «devront être recrutés pour RFO, puis formés efficacement mais de manière accélérée pour accéder à des emplois de journalistes et de techniciens afin que l'information soit le reflet de toutes les communautés». A côté des Blancs, au moins dix fois plus nombreux, ce ne sera pas à proprement parler une onde de choc, et il n'y aura pas de quoi faire virer la coloration colonialiste des médias calédoniens.

Agios

LE HOLD-UP

CREDIT LYONNAIS

CIC PARIS

FACTURATION DES COMPTES DE CHÈQUES

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DU SIÈCLE

LES CINQ POINTS CLÉS
DES EXEMPLES
CALCULEZ VOTRE CAS
MEUX UTILISER VOTRE COMPTE
TABLEAU D'ÉVALUATION RAPIDE

Le montant total des agios indûment perçus par les banques au cours des dix dernières années pourrait atteindre 60 milliards de francs! 6 milliards par an c'est-à-dire 600 milliards de centimes par an: la somme est plutôt rondelette.

Effectivement les découverts sont taxés à des taux quasiment usuraires - actuellement autour de 18%, alors que, la banque ne devrait percevoir que le taux légal, le taux d'escompte de la Banque de France, 9,5% en ce moment, c'est-à-dire presque la moitié du taux pratiqué. A moins d'avoir un contrat écrit stipulant un autre taux.

Et comme ces grippe-sous ne reculent devant rien pour arrondir leur magot, ils trouvent encore le moyen d'allonger artificiellement la durée de votre découvert. Si vous opérez un retrait au guichet de votre banque, celle-ci considère que votre compte a été débité la veille ou même l'avant-veille du retrait! Par contre si vous déposez un chèque il ne vous

sera crédité que trois à cinq jours plus tard! C'est un véritable racket dont sont évidemment victimes les petits comptes qui ne réussissent à joindre les deux bouts qu'en jouant sur le découvert.

Et maintenant que de nombreuses associations appellent les clients des banques à se faire rembourser le trop perçu sur les trois dernières années, et à réclamer 9,5% d'intérêt sur les sommes en question, les banquiers se préparent à se défendre becs et ongles en arguant que si les intérêts ont été payés c'est que le taux a été accepté. Ben voyons!

Et puis les banquiers n'ont pas renoncé à faire payer les opérations bancaires, les retraits d'argent, l'utilisation de la carte bancaire, l'utilisation des chèques, bref à taxer leurs clients de toutes les manières possibles. Ils s'enrichissent en faisant travailler pour leur propre compte l'argent de leurs clients et il faut en plus qu'ils rackettent ces derniers sans vergogne!

La plupart des grandes banques sont pourtant nationalisées, c'est-à-dire qu'elles appartiennent à l'Etat: l'Etat des profiteurs et des arnaqueurs de toute évidence!

D.C.

UNE ARMÉE AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON

L'adjudant-chef de Mourmelon qui a torturé durant vingt heures, un malheureux auto-stoppeur, et qui est soupçonné être l'assassin d'une dizaine de jeunes gens, n'est certes pas le seul sadique civil ou militaire qui sévisse dans le pays. Son "métier" de tortionnaire, il en a quand même appris les techniques dans les stages de commandos de l'armée. Mais ce qui est le plus scandaleux, c'est que l'armée et avec elle la justice se soient (depuis 1980 que durent les disparitions!) refusées à mener des enquêtes sérieuses au sujet des disparus qualifiés simplement de "déserteurs". C'est qu'il s'agissait de ne pas mettre en cause l'armée! Un ministre de la Défense a quali-

Dans les entreprises

LYON

AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT MAIS PAS AU MOIS D'AOUT

Au début du mois d'août, le centre d'IVG de l'Hôtel-Dieu était le seul centre ouvert sur Lyon avec celui de Claude Bernard, ce dernier faisant très peu d'IVG.

C'est bien sûr trop peu par rapport à la demande et les femmes se voyaient refoulées, faute de place ou dans des délais trop longs.

Il est scandaleux que des centres d'IVG soient fermés l'été, uniquement pour des raisons de restriction budgétaire de personnel de remplacement, laissant les femmes à la recherche d'une solution... mais où? Et dans quelles conditions en payant plus cher?

(Extrait du bulletin LUTTE OUVRIERE Hôpital Croix-Rousse)

BOURGES

LA «SÉLECTION MICHELIN»

Dans la presse, on a pu lire que Michelin recherchait des agents de fabrication et de dépannage. Mais attention "en équipes d'alternance" et "disponibles géographiquement"... et diplômés!

Ce qui veut dire en clair que Michelin profite de la situation du marché de l'emploi pour recruter des jeunes diplômés, prêts à tout, taillables, corvéables et mal payés.

Mais il sait le dire avec ses mots à lui.

(Extrait du bulletin LUTTE OUVRIERE Michelin-Saint-Doulchard)

ASNIÈRES (Région parisienne)

LES PRÉDATEURS D'EMPLOIS S'ENRICHISSENT

Chausson a préparé sa rentrée à sa manière, dès juillet, en annonçant 1134 suppressions d'emplois sur le groupe, dont 74 sur Asnières.

Cette prévision de licenciements n'a pas d'autre but que de ramasser des bénéfices supplémentaires... La mairie d'Asnières prépare l'opération immobilière des surfaces occupées par Chausson.

A cinq minutes du métro, la construction de bureaux sera très lucrative.

D'une pierre deux coups. Chausson et Valéo gagnent de l'argent en licenciant et les requins de l'immobilier s'en mettent plein les coffres en assurant l'après-Chausson pour eux en 1989.

(Extraits du bulletin LUTTE OUVRIERE Chausson-Asnières)

DIJON

DES HEURES PERDUES PAS POUR TOUT LE MONDE

Aux guichets, les étudiants qui sont venus travailler durant l'été ont signé des contrats de travail pour 5 h 30 de travail quotidien.

Quand ils ont pris leur service, la direction leur a dit de faire les horaires normaux, soit 7 h de travail par jour et que en ce qui concerne le contrat, il ne fallait pas en tenir compte...

Sauf que quand ils sont passés à la caisse, ils ont touché pour 5 h 30 de travail par jour, pas une de plus. Comme ils sont allés réclamer, on leur a octroyé quelques heures supplémentaires. Mais ça ne fait pas le compte. Les vacataires estiment qu'à ce tarif là ils ont travaillé une semaine à l'œil.

Quel culot, a dû se dire le receveur, ces jeunes-là sollicitent un emploi, et en plus ils voudraient un salaire?

(Extrait du bulletin LUTTE OUVRIERE PTT Dijon-Grangier)

ÇA VA DE MIEUX EN MIEUX...

... POUR CEUX QUI ALLAIENT DÉJÀ BIEN

■ Dans quelques jours, un bilan officiel de l'économie française sera publié. On sait déjà que, pour la première fois depuis une dizaine d'années, le taux de croissance atteindra près de 3,5%, avec une forte hausse des investissements (10% en tout, et 14% pour l'industrie). Il y a un mois, l'INSEE avait annoncé une légère amélioration dans l'emploi. Et d'autres pays industriels dans le monde annoncent eux aussi des résultats du même ordre.

Peut-on en conclure qu'une réelle amélioration est en vue, et que les travailleurs auraient quelque chose à en attendre ?

Tout d'abord il faut remarquer que, pour nouvelle qu'elle soit, la croissance reste faible malgré tout. Insuffisante en tout cas pour résorber, à terme, le chômage. *Le Monde* note que, «pour la première fois depuis longtemps, l'emploi industriel n'aura presque pas diminué (moins de 10.000 au premier semestre 1988), alors qu'il se réduisait inexorablement au cours des années précédentes (100.000 par an)». Autrement dit, même avec un «boom» de 14% de plus des investissements industriels, le nombre

de chômeurs en provenance de l'industrie continue quand même de croître lentement.

La tendance actuelle va-t-elle se poursuivre, va-t-elle s'amplifier ? A vrai dire, comme toujours, personne n'en sait rien. Les «prévisionnistes», qui le plus souvent n'avaient pas prévu la crise boursière, n'ont pas non plus prévu la reprise actuelle des investissements et de la croissance. Certains l'expliquent, après coup, de la manière suivante : pour juguler la crise boursière, les banques centrales ont «arrosé» tous les marchés de liquidités, ce qui aurait provoqué artificiellement cette croissance économique. C'est bien possible. En tout cas personne ne se hasarde à prédire que l'embellie sera durable. Au contraire, les commentateurs ont plutôt l'air de penser que cela ne va pas durer et qu'il faut donc en profiter.

Mais justement, qui va en profiter, et comment ? Il n'est pas plus qu'avant, question de lâcher sur les salaires. Toutefois, le gouvernement et le patronat, conscients du mécontentement grandissant des travailleurs sur cette question, admettent quelques nuances, comme le déclarait Bérégovoy dans une interview à *Libération* : «La rigueur ne va pas sans souplesse. Sur les salaires, là où les entreprises le peuvent, elles doivent discuter, des salaires directs et de l'intéressement». C'est ce qu'avait déjà dit le président de la Commission sociale du CNPF, Pierre Guillen : «Lâcher quand on peut. Quand on ne peut pas, on ne lâche pas». Autrement dit, ici ou là, le patronat se dit prêt à accepter quelques assouplissements, «quand on peut», et surtout, en fait, quand les travailleurs lutteront pour les obtenir.

En revanche, en ce qui concerne le patronat, d'ores et déjà on voit poindre des avantages substantiels de la part du gouvernement. Puisque les affaires et les bénéfices des entreprises vont bien, nous dit-on, les impôts qu'elles versent à l'Etat, par la force des choses, ont donc été en hausse. Grâce à ces rentrées fiscales nouvelles et inattendues, le gouvernement envisage donc de redonner de l'argent...aux entreprises ! Bérégovoy, dans la même interview, admet qu'il dispose de 10 à 12 milliards pour des «allègements fiscaux», qu'il promet bien de répartir de manière égale entre les ménages et les entreprises. Seulement, pour les ménages, il cite quelques mesures d'un montant de un milliard, alors que pour les entreprises il est question d'une baisse de l'impôt sur les bénéfices non redistribués («afin d'encourager l'autofinancement»). Et une partie de la presse a déjà annoncé qu'il était question d'une baisse de 5%, l'impôt en question passant de 42% à 37%. Bérégovoy envisage aussi «d'alléger les cotisations sociales dans les entreprises de main-d'œuvre», autrement dit de faire des cadeaux aux patrons de l'intérim...

Un certain nombre de diminutions de taux de TVA sont également annoncées, qu'on présente comme des allègements en faveur des ménages. Mais ces baisses sont tout autant en faveur des patrons pour les produits concernés.

Ces mesures ne sont pas encore décidées. On les connaîtra bientôt, mais il est manifeste que le gouvernement, lorsqu'il reçoit un peu plus que prévu de l'impôt sur les bénéfices, tient à en rendre aux patrons une bonne partie.

André VICTOR

SE SYNDIQUER OU SE METTRE EN MÉNAGE ?

Curieusement, dans l'interview à *Libération* déjà citée, Bérégovoy mentionne, parmi les mesures fiscales en faveur des ménages, celle-ci : «On pourra déduire une partie des cotisations syndicales». Il existe bien des pays où les cotisations syndicales sont prélevées directement sur les salaires. En France, seront-elles un jour en partie ou totalement exonérées d'impôts ? On voit bien ce que cela peut rapporter aux dirigeants syndicaux et aux syndiqués. Espérons qu'il restera quand même à ces derniers, mis ainsi en ménage, le droit de divorcer...

LE VEAU D'OR

Malgré la crise, les grandes fortunes ne se portent pas mal. C'est la revue *Fortune* qui l'affirme et publie son palmarès annuel.

Ce palmarès vaut ce qu'il vaut, car l'enquête de *Fortune* est basée sur la richesse nette et déclarée détenue par individu. N'y entrent donc pas en compte la puissance sociale et la richesse réelle des détenteurs de capitaux les plus importants du monde, qui ne sont pas forcément ceux qui affichent les plus grandes fortunes «personnelles». Si les deux premiers rangs reviennent ainsi à deux rois du pétrole, le sultan de Brunéï avec 25 milliards de dollars, talonné de près par le roi Fahd d'Arabie Séoudite avec 18 milliards, il n'est pas dit que les enquêteurs n'aient pas été abusés par des mirages et n'aient pas quelque peu sous-estimé la fortune réelle des grandes familles d'Europe et d'Amérique du Nord...

Toujours est-il que, selon cette enquête, si quelques milliardaires ont perdu de l'argent lors du krach d'octobre dernier, la plupart n'en ont guère souffert et certains se sont même carrément enrichis à cette occasion.

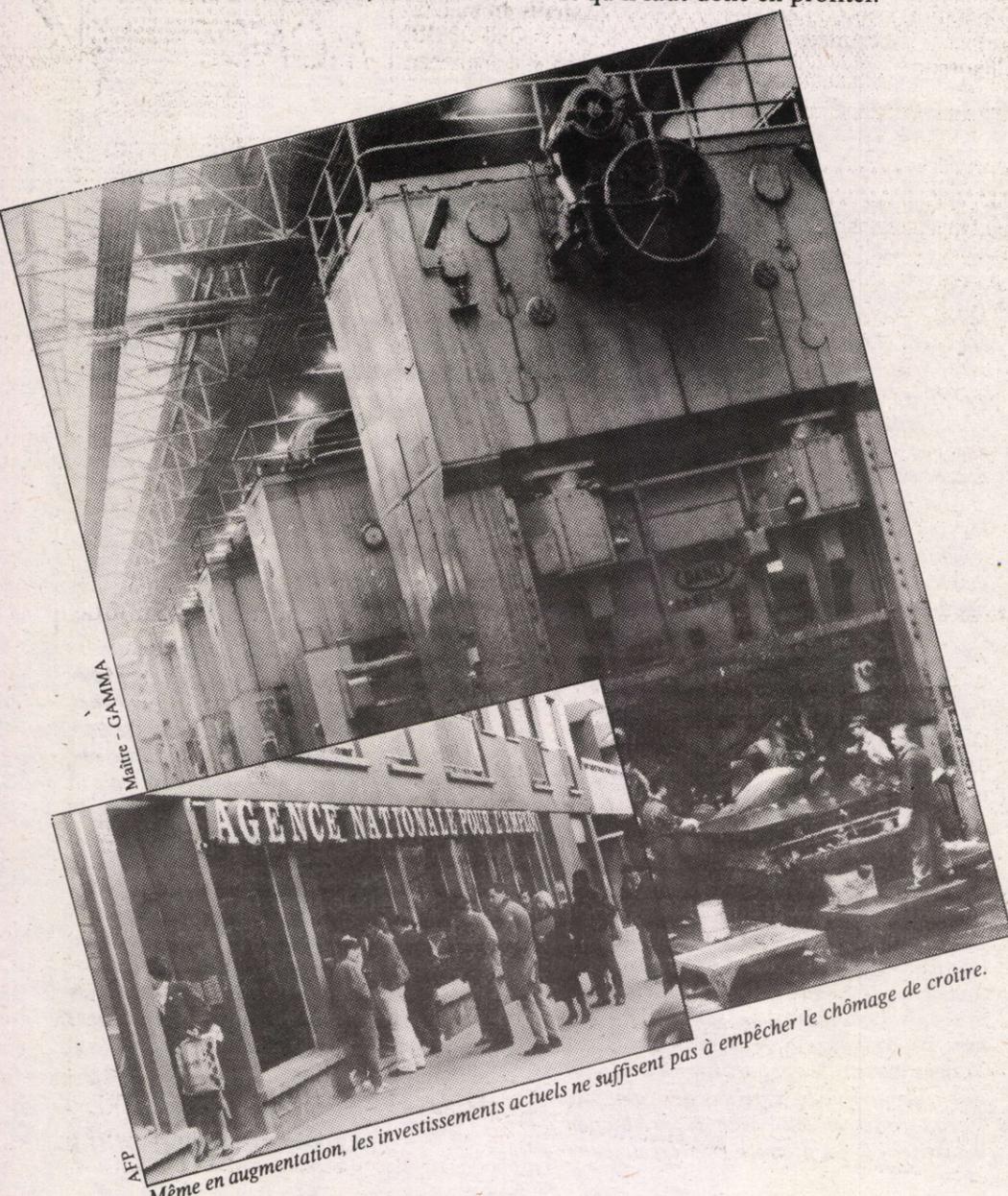
Selon la revue *Fortune*, en France nous n'aurions que trois milliardaires (en dollars, bien entendu) : il s'agit de Liliane Bettencourt, Madeleine Dassault et Geneviève Seydoux qui possèdent, à elles seules et à titre individuel, entre 1,8 et 1,1 milliard de dollars, ce qui représente entre 600 et 1000 milliards de centimes.

Elles font figure de parents pauvres à côté de certains milliardaires américains ou d'émirs du pétrole, qui possèdent 10 à 20 fois plus de milliards qu'elles ; et même à côté de la reine Elizabeth, qui possède plus de 8 milliards de dollars à elle toute seule.

Quant à la famille Peugeot, elle arriverait péniblement à passer le cap du milliard de dollars en additionnant tout ce que les différents membres de la famille possèdent.

Il n'est guère étonnant dans ces conditions que ces messieurs-dames fassent trimer si dur leur personnel dans leurs entreprises : il n'est pas si facile de gagner quelques places au hit-parade des fortunes officielles mondiales.

D.V.



Même en augmentation, les investissements actuels ne suffisent pas à empêcher le chômage de croître.

RETOUR AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES INDIVIDUELLES... JUSQU'AU PROCHAIN VIRAGE DU RÉGIME



«Campagne agricole 88 : comment ça va, fermier locataire ?». (PRAVDA, 2 août 88).

Les dirigeants de l'URSS ont pris, le 26 août, une décision qui s'inscrit dans la série des réformes de Gorbatchev : les paysans soviétiques vont pouvoir louer les terres à l'Etat, leur propriétaire en URSS, et les exploiter pour leur propre compte. Ils pourront le faire à des conditions avantageuses et pour de très longues durées (jusqu'à cinquante ans). Parallèlement, un Crédit Agricole sera mis en place pour faciliter la location de terres à tous les kolkhoziens.

Avec la réforme décidée, l'objectif serait que la moitié des terres exploitées en URSS, voire plus, le soit individuellement et non plus collectivement. Un des objectifs visés par Gorbatchev est sans doute d'intéresser les paysans au développement de la pro-

ductivité de l'agriculture, et donc de permettre à la fois un accroissement de la production, une amélioration de la qualité des produits et de leur distribution.

Il n'en fallait pas plus pour qu'en Occident les défenseurs du libéralisme y voient la preuve de la supériorité de la propriété privée et du capitalisme sur le «socialisme», et se demandent si on ne se dirige pas vers la suppression de la propriété collective en URSS.

En fait, pour spectaculaires qu'elles soient, les dernières mesures décidées par Gorbatchev ne sont pas, en URSS, particulièrement nouvelles. Toute l'histoire des relations entre la bureaucratie

au pouvoir et la paysannerie est faite d'oscillations entre des concessions aux aspirations «capitalistes» d'une fraction au moins de la paysannerie, et des raidissements plus ou moins brutaux, quand ces aspirations constituent un danger pour la bureaucratie elle-même.

Les dernières mesures, si elles entrent en application, accéléreront une différenciation sociale dans les villes et les campagnes, qui risque d'être d'autant plus rapide que l'URSS actuelle est économiquement bien plus développée qu'elle ne l'a jamais été et que les possibilités de s'y enrichir vite sont certainement plus nombreuses que jamais.

Dans un premier temps, Gorbatchev pourrait s'appuyer sur ces nouveaux riches de l'économie de

marché contre bon nombre de bureaucrates jugés trop «conservateurs» et adversaires de la «perestroïka». Mais à terme, cela créera toute une couche de privilégiés dont l'hostilité au régime ira nécessairement croissant : car l'existence même de l'Etat soviétique comme celle du poids de sa bureaucratie sur l'ensemble du pays constituent une limite objective au développement d'une nouvelle bourgeoisie. Et le régime se préparerait ainsi de graves problèmes pour l'avenir, si toutefois ces tendances avaient le temps de se développer. Car, en URSS, on n'est certainement pas en train d'assister au dernier des virages politiques et économiques de la bureaucratie vis-à-vis de la paysannerie !

A.L.



«Des jardins sur un terrain vague», ou le résultat du passage à l'agriculture coopérative (et donc privée) en Lituanie. (PRAVDA, 8 juillet 88).

La politique des bolchéviques, puis celle de la bureaucratie stalinienne, à l'égard de la paysannerie

En octobre 1917, le gouvernement bolchévique expropria les grands domaines et nationalisa l'ensemble de la terre, c'est-à-dire que la terre ne pouvait plus être achetée ou vendue, ce qui limitait par là les possibilités d'enrichissement de certains paysans au détriment des autres. Le gouvernement bolchévique chargea les paysans eux-mêmes de l'attribution des grands domaines. Il s'agissait d'une mesure politique, avant tout destinée à attacher la paysannerie aux destinées du nouvel Etat ouvrier.

La guerre civile qui suivit fut remportée par le pouvoir soviétique. Mais, en même temps que le pays avait été précipité dans le chaos économique, cette guerre avait sapé le fondement même de la révolution d'octobre, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie : «La ville demandait aux campagnes du blé et des matières premières, sans leur donner en échange plus que des vignettes colorées, appelées argent à cause d'une vieille habitude. Le moujik enterrait ses réserves. Le gouvernement envoyait des détachements d'ouvriers armés saisir les grains. Le moujik semait moins», (Léon Trotsky, La Révolution trahie).

LA «N.E.P.» DE 1921, SOUS LENINE

C'est dans ce contexte que le régime soviétique engagea le tournant de l'année 1921 connu sous le nom de la NEP (Nouvelle Politique Economique). Il s'agissait,

en rétablissant les lois du marché dans les échanges intérieurs, en autorisant le profit privé, de permettre que les denrées circulent à nouveau sous forme de marchandises. Les résultats furent immédiats : les villes furent de nouveau alimentées par les campagnes et l'industrie put se redresser. Mais, si la NEP avait créé les conditions qui avaient permis à l'économie soviétique de sortir de la ruine, elle n'avait pas réglé le problème de son arriération, qui se traduisait en particulier à l'époque par un retard considérable de l'industrie incapable d'approvisionner les campagnes en machines agricoles à prix suffisamment modérés.

LA POLITIQUE DE LA NOUVELLE CASTE BUREAUCRATIQUE

Mais au moment où ces problèmes se posaient, le pouvoir en URSS était en train de glisser aux mains de la bureaucratie. Et celle-ci, pour achever d'écartier la classe ouvrière et asseoir son propre pouvoir, choisit de s'appuyer sur les nouveaux privilégiés que le recours à l'économie de marché avait fait naître, à la ville comme à la campagne.

1925 : STALINE, MIEUX QUE GORBATCHEV !

En 1925, à la question posée par un journaliste soviétique : «Ne serait-il pas

indiqué, dans l'intérêt de l'agriculture, d'attribuer pour dix ans sa parcelle à chaque cultivateur ?», Staline répondait : «Et même pour quarante ans !» Il fut même question d'un projet de dénationalisation du sol... Comme on voit, les locations de terres aux paysans pour de «longues» durées ne datent pas de Gorbatchev...

Mais pendant que la bureaucratie flattait les paysans riches et la bourgeoisie commerçante, l'industrialisation se faisait de manière totalement empirique, avec des modifications incessantes des travaux en cours, qui alourdisaient encore les prix. Et, au manque de marchandises industrielles, le paysan répondit par une grève de fait, s'abstenant de porter ses grains au marché, d'augmenter les emblavures. A partir de 1926, il y eut, de nouveau, crise du ravitaillement dans les villes.

1929 : LA GUERRE CONTRE LES PAYSANS ET LA COLLECTIVISATION FORCÉE

Fin 1929, Staline annonça la fin de l'agriculture parcelle et la «collectivisation» complète «dans les plus brefs délais». On contraignit tous les paysans à se regrouper en «kolkhozes» et «sovkhozes», qui avaient autant de rapport avec l'exploitation collective de la terre que des camps de travail forcé en ont avec la production industrielle... Le premier résultat de cette

politique fut la disparition des stocks de céréales, l'abattage préventif du bétail, les déplacements forcés de population, la famine entraînant la mort pour cinq à huit millions de paysans auxquels Gorbatchev rend aujourd'hui un hommage tardif.

Les oscillations de la politique de la bureaucratie vis-à-vis de la paysannerie n'ont pas cessé depuis la collectivisation forcée. A l'intérieur même des kolkhozes, le pouvoir soviétique a été contraint d'accorder aux paysans la possibilité d'exploiter de petits lopins individuels et de commercialiser eux-mêmes leurs produits. Et les virages ultérieurs, s'ils n'ont plus jamais pris le tour dramatique de la période de Staline, ont pris diverses formes, comme par exemple la taille de ces lopins : c'est l'artisan de la «déstalinisation», Khrouchtchev, qui réduisit leur taille à 20 ares ; et H. Smith rapporte dans Les Russes que les paysans ukrainiens cessèrent de vendre leurs œufs pour la consommation et en firent de la peinture. Brejnev ramena la taille maximale de ces lopins à un demi-hectare. Mais périodiquement des bruits circulaient parmi les paysans sur une prochaine suppression de ces parcelles individuelles (en 1974 encore, d'après H. Smith).

Jean-Jacques FRANQUIER

WALESA FAIT REPRENDRE LE TRAVAIL LÀ OÙ JARUZELSKI N'A PAS RÉUSSI



Lech Walesa s'adresse à la presse, juste avant de rencontrer le ministre de l'Intérieur.



La grève finie, les concessions éventuelles du pouvoir ne dépendent plus que de la bonne volonté de Jaruzelski.

«Vous avez bradé Solidarité. Tout le monde pleure dans la ville», a crié une femme de Gdansk à Walesa, de retour de Varsovie. S'il y en avait pour penser que la rencontre officielle entre un ministre et le représentant de Solidarité était à elle seule une victoire des grévistes, ce jugement suffit à montrer quels sont les sentiments des travailleurs polonais.

«La décision d'arrêter la grève est amère», expliquait le leader du Comité de grève des Chantiers navals de Gdansk. Plus précis, un membre de ce même Comité de grève affirmait : «Nous avons perdu. Nous avons perdu notre temps», parlant bien sûr de la grève. Walesa, jeudi 1^{er} septembre, est arrivé dans les Chantiers pour tenir un meeting sans que personne ne l'applaudisse. Et c'est sous les sifflets qu'il a réussi à arracher la décision de reprendre le travail aux ouvriers.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si cette reprise sera effective dans les autres centres en grève, dans les mines de Haute-Silésie ou dans la région de Varsovie. Mais l'appel de Walesa à reprendre le travail et la décision qu'il a réussi à obtenir des ouvriers de Gdansk risquent d'être décisifs dans ce sens.

Les sentiments des travailleurs de Gdansk, du moins tels que les rapportent les journalistes occidentaux, sont bien compréhensibles : leur principal dirigeant, celui en qui depuis huit ans ils ont mis toute leur confiance, leur demande de reprendre le travail ; non pas même en échange d'un mauvais accord ; pas même en échange de l'ouverture de négociations comme les dirigeants syndicaux le demandent si souvent aux travailleurs ici, en France ; mais contre la même vague promesse de table ronde déjà faite depuis plus d'une semaine par le régime, mais où le pluralisme syndical sera simplement rajouté à l'ordre du jour...

Alors, on pourrait se dire que Walesa a préféré appeler à la reprise du travail parce que les grèves de Pologne, qui il y a une dizaine de jours menaçaient de tourner à la grève générale, semblaient ces jours derniers plutôt sur le déclin. D'ici, il est bien difficile de savoir ce qu'il en est exactement, comme d'estimer la détermination des milliers d'ouvriers qui restaient en grève.

Commencée le 15 août, pour des augmentations de

salaires et la légalisation de Solidarité, la grève s'était dans un premier temps rapidement étendue. Et Walesa y avait largement contribué en lançant un défi au gouvernement et en convainquant les travailleurs de Gdansk de rejoindre la grève si le régime ne cédait pas sur la légalisation de Solidarité. Huit jours après le début de la grève, le régime déployait ses troupes de zomos (la police anti-émeutes) contre les grévistes, réussissant ainsi à faire reprendre de nombreux travailleurs, en particulier en Haute-Silésie, le point de départ de la grève. La grève non seulement ne s'était pas

plus étendue, comme en 1980, mais elle reflétait. Cela dit, quinze jours après, malgré la répression, malgré le couvre-feu, malgré l'isolement total, comme il semble que cela ait été le cas pour les derniers mineurs de Haute-Silésie en grève, il restait 20 000 grévistes à qui le régime de Jaruzelski n'arrivait pas à faire reprendre le travail. Walesa, lui, a fait le pari, comme dit la presse ici, qu'il en était capable.

Et c'est, probablement, une démonstration qu'il tenait à faire auprès du gouvernement polonais, auprès de tous ceux qui peuvent trouver l'oreille des dirigeants polonais, et

auprès des bourgeoisies occidentales : avec l'aide de Solidarité, il est bien plus facile de mettre un terme aux conflits sociaux que par la seule force de la répression...

★ ★ ★

Les dirigeants de Solidarité poursuivent évidemment l'objectif de la légalisation de leur syndicat. Les travailleurs polonais aussi. C'est ce qui fait qu'un dirigeant comme Walesa a pu accélérer l'extension du mouvement, commencé sans lui le 15 août. Mais dans cette légalisation de

Solidarité, les dirigeants d'une part et les travailleurs de l'autre ne mettent certainement pas exactement le même contenu. Les travailleurs polonais ont certainement fait cette année l'expérience de la situation où peut mener une telle différence.

Les travailleurs des mines de Haute-Silésie comme ceux de Gdansk avaient mis en avant dès le début du mouvement des augmentations de salaire, en plus de la revendication de légalisation de Solidarité. Et cette légalisation de Solidarité représente, pour les travailleurs, comme une garantie que leurs intérêts seront toujours défendus contre le régime, même quand il n'y a pas grève.

Mais tel n'est pas l'objectif des dirigeants de Solidarité, du moins tel qu'il apparaît au travers des écrits des «conseillers» de Walesa, comme Adam Michnick, tout à fait prêt à contenir les revendications de la classe ouvrière polonaise durement touchée

par la crise, en échange de concessions démocratiques du régime, c'est-à-dire en échange de la possibilité, pour une fraction de l'opposition actuelle, de se constituer des appareils légaux... La vision d'avenir de Michnick pour la Pologne, c'est la signature d'un «pacte anti-crise»... comme celui, dit-il lui-même, que tous les partis politiques espagnols avaient signé au moment du passage de la dictature franquiste à la démocratie parlementaire (cf. nos articles dans le précédent numéro de LO). Et il est sans doute bon de rappeler que ce pacte, signé à l'époque par les organisations de la classe ouvrière espagnole, prétendait lier les mains des travailleurs en pleine crise.

En tout cas, après la reprise du travail, du moins dans l'immédiat, rien ne peut contraindre Jaruzelski à légaliser Solidarité, et certainement pas la «bonne volonté» de Walesa. Tout dépend, en quelque sorte, du bon-vouloir politique du dictateur. Une semi-légalisation octroyée au comptegouttes à Solidarité dans un souci d'union nationale face à la crise, à supposer qu'elle se réalise, n'aurait certainement pas la même signification qu'elle a pu avoir en 1980, à chaud, sur fond de grève générale (avant d'être anéantie avec le coup de force de 1981). En tout cas, une telle légalisation rendrait les dirigeants de Solidarité bien plus dépendants du régime que des travailleurs.



Grévistes à Gdansk : ils sont loin d'approuver la fin de la grève.

Jean-Jacques FRANQUIER

Plusieurs morts – combien ? – des dizaines de blessés, des centaines d'arrestations, tel est le bilan de la répression lors des manifestations qui se sont déroulées dans les plus grandes villes du Chili le 30 août, à l'annonce de la candidature de Pinochet au plébiscite du 5 octobre. A cette date il sera demandé aux Chiliens, en répondant par oui ou par non, de renouveler ou pas la présence de Pinochet au pouvoir jusqu'en 1997, pouvoir que celui-ci exerce depuis le coup d'Etat de 1973, à l'issue duquel, en même temps que le président socialiste Allende était abattu, des dizaines de milliers de militants ouvriers furent assassinés et emprisonnés. C'est par une répression féroce que Pinochet et l'état-major – une fois que les dirigeants de la gauche chilienne leur eurent préparé le terrain en les cautionnant comme généraux « démocratiques », et après que leur politique eut conduit à isoler la classe ouvrière – règnent maintenant depuis quinze ans.



Un car de police envoie des gaz sur les manifestants anti-Pinochet, à Santiago, le 30 août.

LE PLÉBISCITE DE LA RUE :

**A BAS LA
DICTATURE
DE
PINOCHET**

plus qu'en cas d'échec sur ce terrain électoral choisi par Pinochet, les masses – en particulier les plus pauvres – s'inclinent et se résignent à accepter le prétendu verdict des urnes, et ne développent pas encore plus leur combativité sur leur propre terrain, celui de la rue et des usines. Mais les inviter aujourd'hui à participer à cette comédie qu'est le plébiscite de Pinochet, ne les prépare pas particulièrement aux affrontements qui risquent de le suivre.

Cela ne saurait étonner de la part des partis de droite, mais non plus de la part de la gauche chilienne. Car les objectifs des uns comme des autres sont seulement de repasser d'un régime de dictature militaire à un régime parlementaire, mais pas de permettre à la population de faire sauter la dictature pour imposer la réalisation de ses propres aspirations, qui vont au-delà d'une simple modification de la forme du gouvernement et visent à mettre fin à leur misère économique.

Tout le problème est de savoir si les masses pauvres du Chili sauront non seulement se débarrasser de la dictature de Pinochet, mais aussi se battre pour leur propre compte, et non pas tirer les marrons du feu pour un quarteron de politiciens, déjà responsables de la terrible défaite de 1973.

Louis GUILBERT

Mais la population, d'abord abasourdie et terrorisée, reprend confiance et se bat, depuis plusieurs années maintenant. Depuis 1983, de nombreuses « protestas » – journées de manifestations de rues et de grèves – ont montré qu'aussi impitoyable que soit la dictature, elle sécrétait ses propres fossoyeurs. Et l'on a pu voir le 30 août dans la rue, des milliers et des milliers de jeunes qui au moment du coup d'Etat de 1973 étaient à peine nés.

C'est parce que la situation devient de plus en plus explosive malgré la chape de plomb qui pèse sur toute la société chilienne, que le régime, pressé par son protecteur américain, essaye de se redonner une caution institutionnelle en organisant le référendum du 5 octobre.

Il apparaît aujourd'hui qu'une grande partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ne supporte plus le régime de Pinochet. Certes, celui-ci a permis ces dernières années l'enrichissement des plus riches par un terrible appauvrissement des plus pauvres et de la classe ouvrière. Et Pinochet peut se vanter que la dette extérieure du pays soit nulle. Mais l'absence des moindres libertés, celle de la presse et bien d'autres, a rangé contre le régime toute une partie de la population parmi ceux qui ne sont pas les plus défavorisés économiquement.

Quant aux habitants des quartiers pauvres et des bidonvilles, ouvriers ou chômeurs, ils ont montré à différentes reprises – et encore une fois le jour de l'annonce de la candidature de Pinochet au référendum – que leur capacité de mobilisation les met au premier rang des forces qui se battent contre la dictature, à la fois par leur nombre et par leur détermination. Avec le coup d'Etat de 1973, Pinochet a finalement fait du Chili une formidable « bombe à retardement », pour reprendre l'expression d'un commentateur de la télévision française.

★ ★ ★

Face à cette situation, les partis politiques de l'opposition se sont, selon la presse, unis pour appeler à voter « non » au plébiscite. Seize organisations allant

de l'extrême-gauche à la droite démocratique, se sont prononcées ensemble. Certaines parmi elles, dont le Parti Communiste, disent qu'un affrontement violent avec le régime est inévitable. Mais en faisant voter « non », elles accèdent malgré cela l'idée qu'une issue constitutionnelle au remplacement de Pinochet est possible et souhaitable.

Tous les partis savent pourtant que non seulement le référendum sera faussé par le pouvoir, dont les méthodes de fraude sont plus que probables, mais que même au cas où Pinochet aurait une majorité de « non », il ne partirait pas pour autant et se donnerait quinze mois – dit-il – pour préparer ce qui serait les premières élections depuis quinze ans.

Certes il semble que les illusions dans la population sur une victoire du « non » soient grandes. Il n'est pas dit non



Des manifestants brûlant l'effigie de Pinochet, le 30 août dernier.

LA DIRECTION DE LA SNECMA APRÈS LA GRÈVE...

• 0 sur 0 pour la communication

Dans le dernier prospectus publicitaire de la direction, *SNECMA-Information*, Képirond y va de son éditorial à propos de la grève.

Il commence par donner un coup de chapeau aux non-grévistes, qui ont selon lui sauvé l'entreprise. Carrément !

Puis il s'adresse à tous, y compris aux «mauvais», c'est-à-dire les grévistes, pour mettre un coup de collier. Pour ça, personne n'est oublié. Objectif : rattraper le retard avant la fin de l'année.

Pour nous parler boulot, il s'y entend ; mais sur les salaires, c'est bouche cousue. Pas un mot dans son papier sur la revendication des 1 500 F.

Il ne voit qu'un problème : la nécessité d'une meilleure communication.

Encore un qui a tout compris !

NCR-FRANCE : merci patron !

• $15 \times 12 \times 10 = 1800$

Voici bientôt deux ans que chaque mois voit afficher sa gerbe de prix d'excellence.

On se demande comment la direction va pouvoir innover car, à raison de 15 portraits par mois, dans 10 ans nous aurons tous eu notre portrait sur les murs.

Et si elle nous trouve tous excellents, alors là, il faudrait qu'elle revoie tous les salaires...

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* NCR-FRANCE, La Défense.

Intox-RVI

• La sécurité en question

Dans le dernier *Info*, la direction se félicite de la diminution du nombre d'accidents du travail avec arrêt et semble se préoccuper du fait que la durée moyenne des arrêts pour accident est passée de 22 jours en 1981 à 47 jours en 1987.

Ce n'est pas étonnant que le nombre d'accidents avec arrêt ait diminué, quand on connaît les pressions qui sont faites sur ceux qui ont un accident pour qu'ils ne s'arrêtent pas. Cela ne prouve absolument pas que le nombre d'accidents a diminué. Les seuls qui s'arrêtent sont les plus gravement accidentés. C'est donc normal que le nombre de jours soit élevé. Mais en plus, avec l'augmentation des cadences et des heures supplémentaires, il n'est pas étonnant que les accidents soient de plus en plus graves.

Alors, leurs statistiques, qu'on les prenne dans un sens ou dans l'autre, elles ne traduisent en rien une amélioration de nos conditions de travail.

• Des sites en chantier ... mais pas enchantés

Il y en a qui, pendant leurs vacances, font la tournée des châteaux à visiter, d'autres la tournée des grottes. La direction, elle, dans une note du mois de juillet, nous invitait, «sur la route de nos vacances»... à faire la tournée des chantiers des usines RVI de France, d'Espagne et d'Angleterre.

De quoi nous déguster des vacances pour le restant de nos jours !

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* Renault-Véhicules-Industriels de Vénissieux.



Visiter les châteaux de la Loire, ou les bastions du Capital ?

CIT-Rétro

La direction refuse systématiquement de payer les retards des bus. On a pu le voir à nouveau pendant les vacances, avec les travaux sur le pont. Certains diront peut-être qu'il s'agit d'un petit recul. Même petit, c'est un recul qui s'ajoute à tous les autres.

Un moyen de transport, c'est fait pour avancer, pas pour reculer.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* CIT Ornes.

SAUPIQUET
(Flaucourt - 80)

DRÔLE DE SAUCE

A la fin du mois de juillet, au moment de toucher la paye, nous avons tous senti le mécontentement général. Malgré les heures supplémentaires, c'est-à-dire le travail du dimanche et, pour d'autres aussi, le travail de nuit, la paye n'était vraiment pas lourde. D'après le patron pourtant, il paraît que nous n'avons jamais autant produit de boîtes de conserve ; à nos muscles, nous le sentons bien, mais pas à la paye. Du coup, dans plusieurs endroits de l'usine, des ouvriers saisonniers ont demandé des explications, d'autres ont dû même réclamer leur fiche de paye qui ne leur avait pas été donnée. Dans ces fiches, il est bien difficile de s'y reconnaître : entre les acomptes accordés à la tête du client, les coefficients non respectés ou les salaires payés en plusieurs fois...

On ne sait pas si la direction a aussi senti la colère monter mais, depuis, elle a organisé des réunions pour les saisonniers sur la paye. Evidemment, cela n'a servi à rien.

Cependant elle a dû céder une augmentation pour le paiement des heures supplémentaires du dimanche : elles seront désormais payées à 50 %, au lieu des 20 % actuels. Mais là où elle se moque du monde, c'est qu'elle n'accordera ces 50 % que pour un seul dimanche, alors que beaucoup d'entre nous ont travaillé plusieurs dimanches ; et de plus, l'an dernier, les dimanches étaient payés à 100 %.

Il faut dire que la direction Saupiquet n'est pas à une illégalité près : par exemple elle ne paie pas la demi-heure de pause, comme le prévoit la législation du travail en cas de travail en équipe.

Correspondant LO

LA PAUVRETÉ EN ESPAGNE

C'est un rapport de la Centrale syndicale liée au Parti Socialiste (au gouvernement), l'UGT, qui l'affirme : 30 % des salariés espagnols sont en dessous du seuil de pauvreté et gagnent moins que le salaire minimum officiel (environ l'équivalent de 2 300 F par mois). Cela n'a rien d'étonnant, avec un taux de chômage de 20 % dans le pays. Les services officiels reconnaissent eux-mêmes que par ailleurs plus de 20 % de la population active travaille dans des conditions irrégulières, exposée à l'insécurité et à l'arbitraire patronal.

Toute cette misère, au bout de six ans de gouvernement socialiste, cela donne parfois des états d'âme aux dirigeants de l'UGT, mais pas au point de s'opposer à la politique anti-ouvrière du «camarade» Felipe Gonzales, le chef socialiste du gouvernement.

V.G.



Ce que voulaient les grévistes ? Ils l'avaient pourtant écrit assez gros !

• Elle comprend vite mais il faut lui expliquer plusieurs fois

La direction a payé un cabinet d'études pour étudier ce qui n'allait pas à la SNECMA.

La belle blague ! La direction ne sait toujours pas, après deux mois et demi de grève, ce qui ne va pas ?

Mais alors, c'est qu'il faut le lui réexpliquer ! Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* SNECMA Villaroche.

... ET COMME BIEN LONGTEMPS AVANT

• L'attardé

Ça fait une dizaine d'années que la direction a supprimé le salaire au boni à la SNECMA.

Eh bien, il y a un petit malin qui, en le réintroduisant par la petite porte, croit avoir inventé le fil à couper le beurre. C'est à l'Affûtage qu'on voit cette vedette calculer pour chaque ouvrier des coefficients de productivité se situant en plus ou en moins autour de 1. Cela a pour but de ne donner des augmentations individuelles qu'à ceux qui sont au-dessus de 1.

En tout cas, pour remettre en pratique ce que d'autres ont inventé il y a plus d'un siècle, le QI du bonhomme ne doit pas être très élevé.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* SNECMA Corbeil.

A DIJON
Les 17 et 18
septembre

salle Mendès-France
à QUETIGNY

ouverture de la fête
à 19 h le samedi et
12 h le dimanche

**A CLERMONT-
FERRAND**
Dimanche 18
septembre

salle des Fêtes
de VEYRE (ancienne
route d'Issoire)

à partir de 14 heures

A BORDEAUX

Dimanche 18
Septembre

Centre de Loisirs
de
MAGONTY-PESSAC

A TOULOUSE

Les 24 et 25
septembre

au parc
de la Mounède
(route de
Saint-Simon)

A BOURGES

Samedi 24
Septembre
de 19 h à l'aube

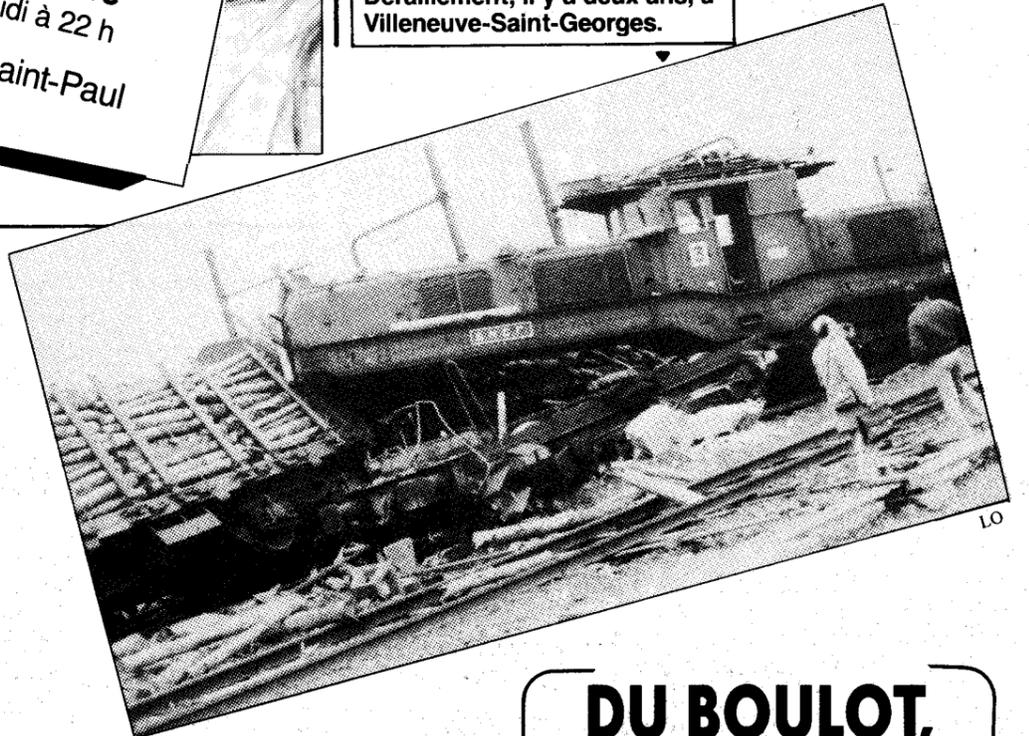
et Dimanche 25
Septembre
de midi à 22 h
Parc Saint-Paul

«Je vous écris au sujet des accidents de trains. (...) Si je vous en parle, c'est que j'étais bien placé pour le savoir : en 1964 et 1965 j'étais garde-barrière à la SNCF (...) On faisait 8 heures de service, mais à plusieurs reprises il n'y avait personne pour me remplacer quand j'avais fini mon service. Il fallait donc que je continue, de jour comme de nuit. Je me faisais 16 heures sans repos, au risque d'avoir un grave accident, par manque de personnel. Le chef de section a dû à plusieurs reprises assurer la sécurité en faisant le garde-barrière. (...)»

R.B. Vaucluse

La négligence criminelle de la SNCF à l'égard de la sécurité ne date pas d'aujourd'hui, comme en témoigne notre correspondant ; les accidents graves, et les catastrophes non plus. Mais il est temps, et plus que temps, que les cheminots, tout comme les usagers, fassent de la sécurité leur affaire et qu'ils se mobilisent sur cette question.

Déraillement, il y a deux ans, à
Villeneuve-Saint-Georges.



USA

QUE LA GUERRE EST JOLIE... POUR LES AUTRES

La campagne présidentielle américaine étant l'occasion d'un petit déballage, après les maîtresses de ces messieurs, c'est à la

Le sémillant Quayle a évité le Vietnam, bon pour les pauvres et les Noirs.

période de la guerre du Vietnam qu'on s'intéresse aujourd'hui.

Les démocrates ont été ravis de révéler que le candidat républicain à la vice-présidence, Dan Quayle, s'était fait pistonner pour faire son service militaire dans la Garde nationale, unité territoriale qui lui évitait automatiquement le Vietnam. Cela n'avait pas empêché Quayle de voter contre la récente loi d'amnistie des déserteurs de cette sale guerre !

Du coup, le *Wall Street Journal* a fait une enquête parmi les dirigeants économiques et politiques de cette génération : «Où étiez-vous pendant la guerre du Vietnam ?». Les résultats sont édifiants.

Sur 97 «décideurs» sélectionnés sur la liste des «Américains qui ont réussi», 54 ont répondu : deux seulement sont allés au Vietnam, dont Oliver Stone, auteur-réalisateur du film *Platoon*... Sur 175 parlementaires, un quart ont fait leur service militaire et moins de 10 se sont retrouvés au Vietnam. La majorité ont échappé à la conscription, soit par un tirage au sort favorable, soit par piston, mariage, maladie, etc. Et la plupart de ceux qui ont fait leur service militaire ont trouvé des planques. La bourgeoisie américaine a, pendant plus de dix ans, fait au peuple vietnamien une sale guerre coloniale dans laquelle elle a évité d'envoyer ses fils. Sur 8 500 diplômés sortis de la prestigieuse université de Harvard, 30 seulement sont partis à la guerre. Ceux qu'on a envoyés faire le sale boulot, et qui ont donné la presque-totalité des 57 000 morts américains de cette guerre, ce sont les travailleurs, et en particulier les travailleurs noirs. Au casse-pipe, il n'y avait pas de ségrégation : bien au contraire.

Vincent GELAS

CALCULS SORDIDES

Vendredi dernier, l'express 5983 qui assure la liaison Clermont-Besançon a heurté un camion à un passage à niveau. L'express roulait à 130 km/h au moment du choc ; il lui a fallu trois cents mètres pour s'immobiliser. Par chance le conducteur du camion, qui n'avait pas eu le temps de se dégager de son véhicule, est sorti indemne de cet accident.

Il faut dire qu'il y a en moyenne par an 300 accidents de passages à niveau. La SNCF le sait. Cela provoque 80 morts en plus à mettre à son actif.

Mais voilà, refaire des ponts, supprimer les passages à niveau avec une sécurité maximale, cela coûte cher. Et la SNCF, soucieuse de sa rentabilité, a calculé qu'un mort à indemniser cela lui coûte moins cher qu'une construction nouvelle.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF, dépôt de Périgny.

DU BOULOT, C'EST PAS ÇA QUI MANQUE

Au dépôt, depuis l'accident de la gare de l'Est, nous nous rendons compte que les accidents ne sont pas dus à un hasard. Des exemples, on peut en citer : il y a des déraillements (comme au dépôt : 3 machines dans la même journée), des traverses cassées.

De plus, dans différentes gares on peut voir des éclisses serrées avec 2 ou 3 boulons, au lieu des 4 recommandés. Un autre style de risque : la BB17086 qui est rentrée le 24 n'avait que les supports de semelle, et le boggy reçu pour la 26167 n'était pas en état.

Alors, au niveau de l'organisation et des précautions nécessaires pour assurer la sécurité, il y a du pain sur la planche. Et la direction voudrait continuer à supprimer des effectifs et que ça marche ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF dépôt Chapelle.

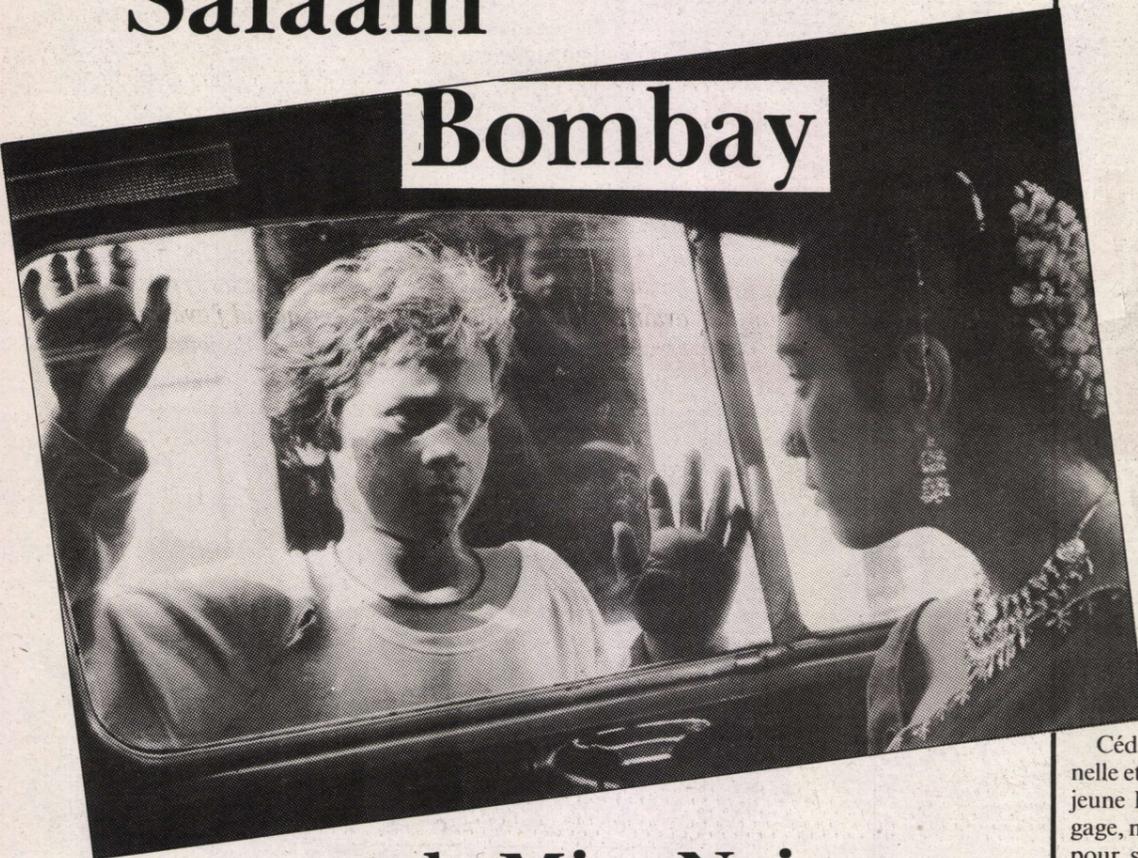


Gilles Caron - Gamma

FILM

Salaam

Bombay



de Mira Nair

Mira Nair, réalisatrice indienne, a dédié son film aux enfants de Bombay. Pour elle *Salaam Bombay* «rend hommage à l'esprit de survie de ces enfants, pleins d'humour, dignes, solides et flamboyants». «Il évoque également, ajoute-t-elle, leur tragique tentative de trouver la stabilité dans un monde volatil... C'est l'histoire d'un monde qui prive ses enfants du droit de jouir de l'enfance, un monde qui n'a plus rien d'innocent».

C'est dans le quartier chaud de Bombay, Kamathipura, près de Grant Road, la rue des prostituées, qu'échoue Krishna, cet adolescent de 11 ans que tout le monde ne connaîtra que sous le nom de Chaipau, «le porteur de thé».

Plongé dans le tourbillon inhumain de cette ville où la vie ne tient pas à grand-chose, où il n'y a pas de place pour la pitié dans les rapports entre les individus, il rejoint la communauté des enfants de la rue, où l'entraide n'exclut pas les trahis. Chaipau s'érigera en protecteur de la candide Népalaise de 16 ans

destinée à être déflorée par un riche Indien. Lui-même fera son éducation sous l'égide de Chilum, petit dealer faible, sous la dépendance de la drogue et de son fournisseur. C'est dans ces bas-fonds, où règnent quelques maquerelles et trafiquants de petit acabit, que Chaipau essayera vainement d'accumuler les 500 roupies - le prix de 500 verres du thé qu'il trimballe à longueur de journée - qu'il doit rapporter à sa mère au village. La maison de redressement fait partie de l'itinéraire obligé de ceux qui, dès le plus jeune âge, vivent ainsi à la dure. Les mômes, qui pour certains y ont passé leur enfance, en arrivent à ne plus se souvenir des raisons de leur présence dans la maison de redressement.

Aucun misérabilisme dans ce film, qui donne un tableau extrêmement vivant de la vie d'un quartier populaire de Bombay. Les enfants jouent avec naturel et spontanéité leur propre rôle.

Bernard VANNES

LIVRE

La révolution derrière la porte

de Annenkov

Au début du 20^e siècle, l'Histoire est allée très vite en Russie. Qui était révolutionnaire en 1900 ne l'était parfois plus quatorze ans plus tard. C'est le cas d'Ivan Pavlovitch Khoklov, ancien révolutionnaire populiste membre de la Volonté du Peuple qui, devenu patriote en juillet 1914, insulte son fils : «Lâche ! Tes amis ne sont-ils pas dans les tranchées ?»

Cédant à la pression paternelle et à la pression sociale, le jeune Kolenka Khoklov s'engage, mais déserte rapidement pour se retrouver en France où il découvre Cézanne et le cubisme. Le personnage de Khoklov recoupe probablement largement celui de l'auteur lui-même, Iouri Annenkov.

Annenkov est connu pour avoir dessiné les portraits de plusieurs dirigeants bolcheviques, dont Lénine et Trotsky.

Il a écrit ce livre sous un pseudonyme et l'a envoyé à une édition berlinoise en 1932 : s'il n'y parle pas de Staline, il évoque par contre sa rencontre avec Lénine ou un voyage avec Zinoviev. Il y

trace aussi les portraits d'artistes de l'époque : la danseuse Isadora Duncan, le chanteur Chaliapine ou la poétesse Akhmatova.

Mais surtout, il évoque la vie de tous ces Russes de 1900 à 1925, qui en eurent assez du régime tsariste inique et corrompu et se soulevèrent contre leurs oppresseurs nationaux et leurs alliés européens, ces Russes, qui malgré la famine, la guerre et la misère, «n'en survivaient pas moins, continuaient de s'aimer, d'écrire des vers, de discuter de choses élevées».

Pour Annenkov, les Bolchéviks étaient ni plus ni moins que des hommes ordinaires. Mais il montre que c'est en adhérant aux objectifs de la révolution socialiste que proposaient les Bolcheviks que des millions d'individus purent créer alors le seul Etat ouvrier du monde.

Il est regrettable que les éditions Lieu Commun n'aient pas inséré, en illustrations, les portraits qu'Annenkov a réalisés de quelques dirigeants de la révolution soviétique.

Louis MASSON

La révolution derrière la porte de Iouri Annenkov - Ed Lieu Commun - 100 F.



Dessins d'Annenkov



1917 : les ouvriers au pouvoir.

LUTTE OUVRIÈRE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18.

ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire): 130 F - pour un an : 250 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.

ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.

PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 19 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.



▲ Maung-Maung lorsqu'il était ambassadeur en France.

◀ Le 26 août, émeute dans le Sud du pays.

Le 8 août à Rangoon.

UNE FORMIDABLE MOBILISATION POPULAIRE



P. Swan - Gamma

A peine installé, le nouveau gouvernement de l'ex-ministre de la Justice, Maung Maung, a eu à faire face à une grève générale de plus en plus puissante qui, depuis 15 jours, a fait tache d'huile et paralyse aujourd'hui tout le pays.

Des manifestations monstres, dans toutes les grandes villes du pays, réclament l'établissement d'un régime démocratique et l'organisation d'élections.

En fait, le régime a perdu le contrôle du pays. Et la presse rapporte que, dans les villes de province et dans bien des quartiers de la capitale, ce sont des comités d'étudiants, de bonzes, de moines bouddhistes ou de notables qui ont pris les choses en mains : aussi bien la sécurité que le ravitaillement. D'après les correspondants des agences de presse, ces comités tirent leurs ressources de prélèvements effectués auprès des commerçants. La petite ou moyenne bourgeoisie semble se donner les moyens de contrôler la situation.

L'ampleur de la mobilisation populaire a surpris tout le monde. Et maintenant elle inquiète y compris les personnalités de l'opposition, qui supplient le gouvernement de laisser la place avant qu'il ne soit trop tard.

Les candidats à la succession se sont multipliés au fil des jours. Cela va de l'ancien Premier ministre, U Nu, renversé en 1962 par le général Ne Win, à la fille du «père de l'indépendance», Mme Aung San Suu Kyi, en passant par d'anciens généraux écartés par Ne Win tout au long de ses 26 ans de dictature, comme le général Aung Gyi ou le général Tin U, ancien ministre de la Défense. Une série de personnages qui voudraient bien profiter de la situation pour jouer leur propre carte et qui se posent d'ores et déjà en sauveurs du pays face à ce qu'ils appellent «l'anarchie». Tous prêchent la formation d'un gouvernement provisoire chargé d'organiser des élections.

naires qui se sont organisés dans un «Comité de combat pour la démocratie». Il peut être contagieux auprès du prolétariat, qui peut se donner lui aussi ses propres formes d'organisation. Et s'il le fait, s'il prend conscience de sa force, alors ses revendications pourront fort bien dépasser le cadre de la simple démocratie formelle, dans ce pays misérable où le prix du riz a grimpé dans des proportions considérables cette année.

Aujourd'hui en Birmanie, comme hier aux Philippines ou à Haïti, la révolte soulève la population. Sa force fait trembler les politiciens les plus conscients. Mais ce qui est à craindre, comme jusque-là aux Philippines ou en Haïti, c'est que la population laborieuse n'ait pas de politique à elle et ne voie pas clairement par quels moyens elle peut garantir la satisfaction de ses aspirations comme sa propre protection.

LA POPULATION ET L'ARMÉE

Non seulement les politiciens grouillent, qui voudraient en profiter pour se hisser à la tête de l'Etat et avoir l'honneur de tromper les pauvres en leur faisant accep-

ter à nouveau l'exploitation et l'oppression, mais surtout il y a l'armée, avec ses officiers et son état-major, qui est toujours là, pour l'instant semble-t-il dans l'expectative, en attendant que ses chefs décident à quel brigand ils se rallieront. Et pourtant il semble que la population laborieuse aurait peut-être les moyens de faire basculer les soldats de son côté : quelques scènes de fraternisation rapportées par la presse montrent que la discipline laisse pour le moins parfois à désirer. En tout cas depuis quelques jours, il semble que la troupe est consignée dans ses casernes, ou qu'on lui fait sillonner la banlieue de Rangoon en camion mais, par prudence, qu'on ne lui demande pas d'intervenir contre les manifestants. D'ailleurs l'état-major lui-même semble divisé sur l'attitude à adopter et, si certains officiers semblent prêts à se rallier à un gouvernement provisoire préparant des élections, d'autres voudraient, paraît-il, tenter un coup de force sanglant contre la population.

En tout cas, il s'agit là d'un danger bien réel tant que les soldats restent sous la coupe de leurs officiers, tant que la population n'a pas réussi à faire basculer la troupe de son

côté, en s'armant par la même occasion. Pour l'instant, l'armée reste une menace pour la population désarmée. Et les rumeurs persistantes de coup d'Etat sanglant, dont les agences de presse font état, peuvent se révéler fondées. Si c'est le cas, ce début de révolution en Birmanie pourrait être noyé dans le sang.

Et si les dirigeants de l'opposition parviennent à rallier l'état-major à leur cause - ce qu'ils s'efforcent de faire, sachant combien ils auront besoin de cette armée contre la population s'ils parviennent au pouvoir - le danger sera repoussé de quelques semaines ou de quelques mois.

En Birmanie non plus, ce n'est pas le courage qui manque à la population la plus pauvre, ce n'est pas la détermination à se battre pour une vie meilleure : c'est une politique lucide et hardie, que seul un parti révolutionnaire prolétarien peut mettre en avant, qui lui donnerait des chances de vaincre ses oppresseurs, d'autant plus féroces qu'ils sont manifestement pris de panique devant l'irruption des masses populaires sur la scène politique.

Dominique CHABLIS

L'EXEMPLE CONTAGIEUX DES ÉTUDIANTS

La situation semble évoluer vite. De jour en jour la population prend plus d'assurance. Et si l'intelligentsia et la petite bourgeoisie urbaine savent

toujours si bien se mettre en avant pour encadrer la population et lui servir de chefs, il n'est pas impossible que d'autres catégories sociales prennent elles aussi de l'assurance. Les agences de presse racontent que depuis une semaine on voit désormais des ouvriers défiler à visage découvert der-

rière leurs banderoles d'entreprise.

L'exemple des étudiants, qui viennent de reconstituer leur syndicat dissous en 1962, peut peut-être être contagieux, et pas seulement auprès des bonzes qui viennent eux aussi de reformer le leur, dissous en 1964, ou des fonction-